
NOUVELLE DEMOCRATIE, NOUVELLES COOPERATIONS

LE CAS DE LA TUNISIE

Table ronde avec **Mohamed ELLOUMI**, agroéconomiste, chercheur à l'Inra de Tunisie.

Et **Ali ABAAB**, professeur en économie rurale à l'Institut des régions arides et expert GIZ (coopération technique allemande).

Dans le cadre des 17èmes Controverses européennes de Marciac, « *La future PAC à l'épreuve des grands bouleversements du Monde* », les 3 et 4 août 2011.

Date de publication. Mars 2012

www.agrobiosciences.org

ÉDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES
D'APRÈS LES 17^{èmes} CONTROVERSES EUROPÉENNES
DE MARCIAC (UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE
L'INNOVATION RURALE). AOÛT 2011.

Mission Agrobiosciences

Enfa BP 72 638

31 326 Castanet-Tolosan

tel : 05 62 88 14 50



LES 17èmes CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC LA FUTURE PAC À L'ÉPREUVE DES GRANDS BOULEVERSEMENTS DU MONDE

Accès à l'alimentation ici et ailleurs, crises et régulations, emplois et territoires, replis et solidarités, éclatement et cohésion, révolutions et nouvelles coopérations...

La future PAC sera-t-elle à la hauteur de ces grands bouleversements qui affectent les équilibres économiques, sociaux et culturels en Europe et ailleurs, fragilisent les populations et remettent l'accent sur les enjeux politiques ? Soyons clairs : si la politique agricole commune de l'après-2013 se cantonne à des lectures techniques, des logiques comptables ou des approches sectorielles, même "reverdiées", elle s'égarera hors du champ de ce qui préoccupe les citoyens et de ce qui façonne leur avenir, alors même qu'ils manifestent un intérêt croissant pour les questions agricoles et alimentaires.

Dans ce Monde qui change, prendre réellement la mesure de ce que doit être une politique commune qui fasse sens pour l'Europe comme pour ses partenaires et qui dessine un projet collectif pour les citoyens, c'est ce que proposait cette 17ème édition des Controverses européennes de Marciac, co-organisées à Marciac (Gers, France) par la [Mission Agrobiosciences](#) et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers, les mercredi 3 et jeudi 4 août 2011.

A l'issue de ces rencontres, la Mission Agrobiosciences en publie les Actes sur son magazine Web : www.agrobiosciences.org.



Retrouvez les Actes des 17èmes Controverses européennes de Marciac :
http://www.agrobiosciences.org/rubrique.php3?id_rubrique=46

NOUVELLE DEMOCRATIE, NOUVELLES COOPERATIONS

LES INTERVENANTS

ALI ABAAD



Après un doctorat en économie agricole obtenu en Belgique, Ali ABAAD a été successivement chef du Département de recherche en sciences économiques et sociales et Directeur de la Vulgarisation et des Projets de Développement à l'Institut des Régions Arides de Médenine (1978-1992). Il a ensuite travaillé à l'ICRA de Wageningen (Pays Bas, 1994) et à l'Institut Agronomique Méditerranéen du CIHEAM à Montpellier (1992-1995) en tant qu'enseignant-chercheur associé. Il a en outre assuré les fonctions de chargé de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la coopération internationale entre 1995 et 2004 au Secrétariat d'Etat à la Recherche Scientifique et à la technologie et d'expert GIZ auprès du Ministère de l'environnement et du développement durable dans le cadre d'un projet de coopération tuniso-allemande (2004-2008).

Ali ABAAD a été membre de la Commission de la Science et de la Technologie au Service du Développement (CSTD) du Conseil Economique et Social des Nations Unies (1999-2002), Membre du bureau du Comité des Ressources Naturelles, de la Science et de la Technologie (CRNST), et il est le fondateur de trois réseaux de recherche sur les questions de développement économique, agricole et rural en Méditerranée. Enfin, il est membre de plusieurs groupes et associations de la société civile issus de la Révolution tunisienne du 14 janvier 2011, militant pour le développement durable et pour le renforcement du processus de la transition démocratique du pays.

MOHAMED ELLOUMI



Spécialiste des politiques agricoles et du développement rural, mais aussi du secteur laitier, Mohamed Elloumi élargit ses travaux à l'ensemble du Maghreb. Il a ainsi dirigé la rédaction de l'ouvrage "*Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée. Etats, société civile et stratégies des acteurs*" (2002, Edition Karthala). Il a également codirigé, l'année suivante, l'ouvrage collectif "*Bouleversements fonciers en Méditerranée : des agricultures sous le choc de l'urbanisation et des privatisations*", chez le même éditeur. Dernièrement, il a participé à la direction de l'ouvrage "*Développement rural, environnement et enjeux territoriaux. Regards croisés Oriental marocain et Sud-Est tunisien*" (Cérès. Éditions, Tunis, 2010). Reste qu'il y a bel et bien un avant et un après la révolution tunisienne, celle-ci permettant de remettre à plat les enjeux et de relever les défis d'une nouvelle politique agricole. C'est dans ce sens que Mohamed Elloumi a organisé, en mai dernier, avec d'autres chercheurs dont Ali ABAAD, un séminaire spécifique : « *Quelle politique agricole pour une transition démocratique en Tunisie ?* », journée co-organisée par l'Inrat et l'Association pour une agriculture durable (Apad). Notons que Mohamed Elloumi est intervenu dans le cadre des 16èmes ([*La Méditerranée au cœur de l'Europe : sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords*](#)).

NOUVELLE DEMOCRATIE, NOUVELLES COOPERATIONS

TABLE RONDE AVEC ALI ABAAD ET MOHAMED ELLOUMI

Mission Agrobiosciences. En 2010, les 16ièmes Controverses de Marciac étaient consacrées à la Méditerranée et nombre d'intervenants avaient appelé à plus de démocratie et plus de liberté de mouvement pour les individus. Depuis, les révolutions du monde arabe se sont mises en marche. Alors que dans le même temps, les pays européens sont à leur tour dans une sorte de repli et de crise, quelles vont être les conséquences de ce télescope des histoires ? Invités de cette table ronde, Mohamed Elloumi qui était présent aux 16ièmes controverses de Marciac, et Ali Abaab, sociologue, coordinateur de la composante Vulnérabilité et Adaptation au changement climatique, auteur d'une thèse sur la transformation de la région de Sidi Bouzid, d'où est partie la Révolution. Depuis qu'ils ont mené le 14 janvier 2011, la Révolution de la dignité, quels défis attendent les Tunisiens ? Quel modèle de développement est envisageable ? Comment cela va-t-il bouleverser les coopérations avec l'Europe ? Nous allons redire deux mots sur cet événement historique pour votre pays, la Révolution surprise de la dignité, du 14 janvier, que vous interprétez comme une crise du monde rural et des modèles de développement..

Mohamed Elloumi. C'est vrai, j'étais présent à Marciac en 2010 et je n'imaginais pas qu'un an après nous aurions vécu un tel changement historique, aussi profond, aussi rapide. Tout est à faire et à construire.

Aujourd'hui, avec un peu de recul, nous pouvons revisiter le déroulement des événements. Mohamed Bouazizi s'immole par le feu le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Sidi Bouzid est une région rurale profonde qui, en 50 ans, est passée du pastoralisme à l'agriculture irriguée et à l'arboriculture. Ce changement a commencé avec la colonisation, puis s'est accéléré sous la Tunisie indépendante.

La Révolution est bien partie de ce milieu rural, alors que la révolte du pain de janvier 1984 en Tunisie ne s'est pas traduite par une révolution. Quant à la crise de 2008, le régime a su y répondre en subventionnant les produits alimentaires par peur des urbains : le modèle agricole était conçu pour le consommateur et contre le producteur. Au final, c'est peut être la mauvaise gestion de la crise des produits alimentaires, en 2008, qui s'est répercutée de manière très négative sur le milieu rural, qui a été un élément déclencheur de la crise de 2010.

Bien sûr, il y a eu aussi des débuts de révolte dans le bassin minier de Gafsa ainsi que des mouvements dans certaines villes tunisiennes, mais pour la première fois un mouvement d'origine rurale a eu une résonance nationale.

Au-delà de la crise économique et du chômage des diplômés notamment, il y a une crise profonde de confiance et de rapport du pouvoir à la société. Lors de la journée du 14 janvier 2011 à Tunis, toutes les catégories sociales étaient dans la rue, du directeur de banque au professeur de l'enseignement supérieur, en passant par l'ouvrier... Ces personnes ne demandaient pas de meilleures conditions de travail. Elles revendiquaient plus de liberté, une meilleure gouvernance et de débarrasser du pouvoir la mafia de prédateurs qui, au cours des dernières années, s'est s'accaparée l'économie du pays, morceau après morceau. Beaucoup d'écrits circulaient sous le manteau montrant que si cette mafia restait au pouvoir jusqu'en 2014, pratiquement 90% de l'économie tunisienne aurait été entre ses mains.

Donc effectivement du jour au lendemain, nous avons chassé le dictateur et sa clique du pouvoir, mais tout reste à construire. Et cette construction de la transition démocratique est déterminée par le contexte et les spécificités historiques de la Tunisie. Il est important de mettre tout cela en perspective, par rapport aux événements qui se déroulent en Egypte, en Libye particulièrement, en Syrie et ailleurs.

Ali Abaab. Quelques éléments permettant d'expliquer pourquoi ça s'est passé en Tunisie. Je me souviens, quelques mois avant le début de la Révolution, beaucoup de gens disaient que ça allait arriver en Egypte ou au Maroc, mais pas en Tunisie, qui était considéré comme un pays relativement stable, au niveau de vie plutôt correct. Mais avec le recul, on réalise que ce pays disposait de tous les éléments pour se révolter.

Le plus important à mon avis, c'est cette classe moyenne qui a été construite au cours des cinquante dernières années et qui a constaté que son pouvoir d'achat s'érodait à cause de cette mafia dont a parlé Mohamed, qui est apparue au cours des dix dernières années.

Cette classe moyenne est éduquée, dispose d'un niveau de vie moyen relativement correct. En son sein, la femme est libre – je ne reviens pas sur tout ce qui a été fait à l'époque de Bourguiba. Voilà pour moi l'élément qui a été le ferment, le déclencheur.

Deuxième point important, comparativement à la quasi-majorité des pays arabes, la Tunisie se distingue par quelques éléments. D'abord, c'est un petit pays, très homogène sur le plan géographique, un pays du littoral, où tout le monde se considère arabes, musulmans, etc. La Tunisie ne connaît donc pas vraiment de problème de langue, d'ethnies ou de religion. Nous sommes pratiquement le seul pays qui n'ait pas ce type de problème d'ethnie ou de religion. Cela soude certainement.

Troisième point important, l'existence d'un Etat central, ce depuis Carthage. J'ai d'ailleurs été frappé quand le 14 janvier toute la population était dans la rue pour faire la Révolution, le 15, les gens sont retournés au bureau. Malgré les nombreux problèmes, la machine administrative continuait de tourner alors que le régime était tombé, que Ben Ali était parti et de nombreux ministres s'étaient évaporés. Et le métro roulait C'est un point d'espoir.

Cet événement est tout récent, il a 6 mois. Le pays est en phase de transition démocratique mais, également, en récession économique. D'après la Banque centrale tunisienne, différentes raisons expliquent cette récession, notamment les moindres exportations vers l'Europe, le recul de l'industrie touristique, les mouvements sociaux qui revendiquent aujourd'hui de meilleures conditions de travail, sans oublier la guerre en Libye qui n'est pas sans conséquence sur l'économie de la Tunisie, en termes de tourisme et d'investissement. Dans

ce contexte quels sont les premiers défis économiques et sociaux que la Tunisie va devoir relever ?

Mohamed Elloumi. Je suis d'accord avec Ali, mais il ne faut pas négliger la profondeur historique de 3000 ans de notre pays qui a abouti à l'identité arabo-musulmane et qui a commencé avec les Berbères, puis les Phéniciens, les Carthaginois, les Romains, etc. Les Tunisiens tiennent beaucoup à cette sédimentation historique et ce sera l'un des grands défis internes pour la Tunisie de reconstruire sans occulter ce ciment culturel : le débat pourrait bien se déplacer des problèmes fondamentaux - économiques, de participation, de gouvernance, etc.- qui ont été au cœur de la Révolution, vers des problèmes identitaires.

Nous sommes en période de transition démocratique. Les deux premiers mois ont été vraiment très difficiles, car nous n'avions même pas d'agenda politique. Depuis la formation du gouvernement du Premier Ministre Béji Caied Essensi, nous disposons d'un calendrier. Cela ne veut pas dire que nous avons les solutions... Le 23 octobre 2011 se tiendra l'élection d'une Constituante qui planchera sur une nouvelle Constitution en signe fort de rupture avec le passé. La première Constitution de 1956 était plutôt bonne, mais elle a été rafistolée au fil des ans à la mesure du régime.

Ensuite, concernant la dimension économique, c'est vrai, il faut remettre de l'ordre. Mais quand je vois que certains pays qui n'ont pas fait de révolution sont en récession économique avec des pertes de -3 à -10% du PIB, j'estime que, avec -3% sur les trois premiers mois et une prévision de 0%, nous réalisons un exploit¹.

Personnellement je suis prêt à perdre 10 ou 20% de mon salaire pour avoir vécu ce que je suis en train de vivre, parce que cela n'a pas de prix. Je pense que les problèmes économiques sont secondaires. Nous avons ouvert la boîte de Pandore avec ce défi interne à la clé : si au départ les revendications étaient plutôt à caractère politique, aujourd'hui elles s'orientent davantage vers des demandes sociales, parfois impossibles. La Tunisie a 500 000 chômeurs dont 150 000 diplômés du supérieur. Pour eux, la Révolution doit être synonyme d'emploi. Reste que créer de l'emploi avec 0% de croissance va être difficile.

Quant au tourisme, il représente le lien entre l'international et le national. Les médias algériens

¹ Finalement la croissance du PIB 2011 a été de -1,80%.

mènent une campagne de désinformation contre la Tunisie. Ils ont parlé de rapt, etc., mais c'est complètement faux ! Je comprends que le tourisme n'est pas du militantisme, mais la Tunisie a beaucoup souffert et tous ces événements, mis bout à bout par la presse, finissent par faire peur. Mais les choses rentrent dans l'ordre. Les dernières semaines ont été si calmes que cela nous a inquiétés. Trop calmes pour un pays en révolution !

Ali Abaab. Pour nous l'international, c'est vraiment l'enjeu majeur.

Pour ma part, j'étais beaucoup plus angoissé pour l'Égypte que pour la Tunisie parce que, pour nous, l'Égypte est la clé du monde arabe². J'ai été vraiment soulagé le jour où Moubarak est parti et où l'Égypte s'est libérée, car nous étions isolés et cela représentait un risque majeur. Plus largement, à l'échelle de l'Afrique du Nord, nous ne pouvons pas vivre entourés de régimes défavorables à ce qui se passe dans notre pays. J'espère ainsi que la Révolution libyenne va vite se régler car la Libye est une affaire interne à la Tunisie. Je suis originaire du Sud de la Tunisie : nous parlons la même langue, mangeons les mêmes plats. La Libye c'est capital pour la Tunisie. Cela va mettre également la pression sur le régime algérien dont le système sera encore un peu plus isolé – puisque le Maroc évolue aussi. Enfin, l'Algérie pourrait régler le problème du Sahara occidental, qui reste un enjeu majeur pour la Tunisie. Alors, nos pays pourront dialoguer correctement avec le reste du monde et leurs partenaires.

MAA. Venons-en à l'agriculture... Le 16 mai dernier, vous avez organisé une journée de réflexion³ consacrée à la politique agricole pour une transition démocratique en Tunisie. Quelles en sont les grandes conclusions ? Rappelons aussi que le monde rural tunisien connaît une très forte paupérisation et que vous n'êtes pas à l'abri d'importantes sécheresses, de l'érosion...

Mohamed Elloumi. Le modèle agricole tunisien est en crise, c'est avéré, même s'il y a un flou sur les données et les statistiques. Au fil de ma carrière de chercheur, j'ai eu d'ailleurs du mal à mener des enquêtes, pour des problèmes budgétaires. Etant ruraliste, je m'en suis voulu d'avoir été surpris par

cette Révolution. Cela nous a poussés à réfléchir sur le secteur agricole.

L'autre dimension qui a motivé l'organisation de notre groupe de réflexion, c'est l'absence d'alternative. Les partis politiques actuels n'ont pas un discours cohérent sur le secteur agricole, pas d'analyse sur l'ancien modèle de développement agricole et leurs propositions sont parfois fantaisistes. Nous nous sommes dits que notre contribution à la reconstruction serait celle-là. Nous avons donc commencé à partager un diagnostic.

En gros, malgré quelques réalisations du secteur agricole tunisien, avec une balance agricole relativement équilibrée ou parfois excédentaire, une amélioration de la couverture des besoins alimentaires essentiellement par les produits nationaux, le modèle est à bout de souffle. Pourquoi ? Parce qu'il a été basé sur la mobilisation excessive des ressources, sur un dumping au niveau des prix, défavorisant les producteurs et favorisant les consommateurs, et une exportation de certains produits comme les dattes ou l'huile d'olive, qui ont un avantage naturel. Ce modèle-là a atteint ses limites. La population rurale se paupérise et les ressources naturelles se dégradent de manière alarmante. Il est urgent pour nous de contribuer, au moins, à donner les contours d'un modèle alternatif.

L'ancien modèle basé sur la mobilisation des ressources naturelles - 80% des ressources en eau sont allouées au secteur agricole - n'est pas tenable parce que le tourisme, l'urbanisation et l'industrie se développant ont besoin d'eau. Le secteur agricole n'est pas concurrentiel sur l'usage de l'eau. Dès lors, quelles sont les alternatives agronomiques, économiques, écologiques pour sortir de ce modèle ? C'est un chantier immense auquel nous voudrions contribuer au sein d'une coopération renouvelée...

MAA. L'an passé, lors des Controverses de Marciac, nous avons déjà évoqué la coopération entre le monde européen et le bassin méditerranéen. Qu'est ce qui a changé dans ce rapport de coopération depuis un an ?

Mohamed Elloumi: L'éventail des possibles est plus important. Les opportunités sont plus importantes de part et d'autre. Le contexte a complètement changé. La société civile est en forte émergence, effervescence ; elle devient un acteur important.

Avant, quand nous voulions monter des projets de coopération décentralisée, par exemple, nous

² Lire à ce propos l'interview de Omar Bessaoud

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2974

³ En 2012, ce groupe de réflexion s'est transformé en une association nommée : "Le Forum Agriculture Ruralité"

avons du mal à trouver des partenaires. Dans le prolongement des propos d'Ali, il faut revoir le contexte international, renégocier ces accords pour une coopération renouée, davantage équilibrée au bénéfice des uns et des autres.

MAA. Ali, vous avez une vision assez dure sur la question de la coopération telle qu'elle a été menée jusqu'à aujourd'hui, entre l'Europe et le Maghreb.

Ali Abaad. Oui. Après la Révolution, la Tunisie a reçu presque chaque jour des délégations de toutes sortes, mais toutes sont venues avec les poches vides. Nous comprenons que l'Europe, avec ses problèmes de budget, connaît une situation difficile.

C'est la première fois que je me considère comme un citoyen libre et c'est grâce à cette citoyenneté retrouvée que les gens revendiquent leur droit à participer, y compris à la négociation de la coopération.

Un exemple. Sous l'ancien régime, la Tunisie est le premier pays à avoir signé l'Accord d'Association⁴. Moi, citoyen, je n'ai jamais participé à cela, je n'ai jamais été consulté sur ce qui a été mis dans cet accord. Mais à une époque, j'étais au ministère de la Recherche et je travaillais avec. Nous avons donc subi un accord et nous n'avons pas eu de droit.

Premier point donc : en tant que peuple, que citoyens, nous devons pouvoir participer à une renégociation de ce partenariat.

Deuxième point : aujourd'hui, la société civile émerge souvent portée par des personnes qui ont milité dans des organisations internationales. Nous sommes prêts à établir des coopérations avec nos amis du Nord de la Méditerranée, car cela aiderait le rapprochement des peuples et un nouveau partenariat.

Troisième point important : quand je travaillais au ministère de la Recherche j'ai participé à la préparation et à la négociation de l'Accord en matière de science et technologie entre la Tunisie et le commissaire Busken. Mais cet accord que nous avons signé est pratiquement resté lettre morte. Sachant que de nombreuses possibilités sont désormais fermées, je pense que l'une des voix les

plus prometteuses est la science et la technologie. Pour moi, ce sont les domaines prioritaires qui permettront d'avancer ensemble.

MAA. Prenons Desertec⁵, le projet qui consiste à couvrir une partie du Sahara de panneaux photovoltaïques pour approvisionner notamment l'Europe en électricité... Longtemps, la coopération a été organisée dans une division internationale du travail sur le modèle « nous délocalisons, vous avez des salariés à bas prix ». Je pense que vous ne voulez plus de cela. Pensez-vous par exemple reposer les bases de la coopération par la re-maîtrise de la science et de la technologie ? Comment imaginez-vous les partenariats, avec qui, sous quelles formes ?

Mohamed Elloumi. C'est une question complexe à laquelle nous ne pouvons pas entièrement répondre. Mais, en gros, il y a deux temps de la coopération. Un temps de la transition démocratique, durant laquelle nous reconstruisons tout et où nous nous servons des expériences des autres pays. Quand nous avons organisé la journée du 16 mai, nous avons invité un ami portugais et un espagnol. L'expérience de ces deux pays, même s'ils sont lointains par la distance, la culture, l'histoire, a été d'un apport très important. Bien sûr, les partis politiques sont très jaloux que des observateurs soient conviés pour les élections. Que l'on demande à l'Union européenne ou à toute autre organisation de venir nous aider pour l'organisation des élections, et ils y voient une immixtion dans les affaires intérieures. Mais je pense qu'au-delà de cette susceptibilité à fleur de peau, il existe des terrains de coopération dans le domaine de la transition démocratique puisque nous devons tout réinventer. Certains s'étonnent qu'on ait trouvé le bon chemin par tâtonnement.

Autre dimension, le temps long pour le secteur agricole, et bien d'autres. Vous avez cité l'exemple de Desertec. Je pense que c'est le modèle à bannir. Effectivement, nous avons du soleil, mais si nous installons un champ de panneaux photovoltaïques pour le capter et vous envoyer l'énergie, nous resterons dans l'ancien modèle. Et je le refuse, car derrière ces transferts-là, comme le dit Ali, il y a de la science, de la technologie et de la recherche que l'on peut faire. Notre révolution a été portée en premier lieu par des diplômés au chômage - 150 000 diplômés du supérieur.

⁴ La Tunisie est le premier pays du Sud de la Méditerranée qui a signé un Accord d'Association avec l'UE en 1995. Cet accord constitue le cadre juridique de la coopération et du partenariat entre l'UE et la Tunisie. Source : Europa. http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/eu_tunisia/political_relations/agreements/index_fr.htm

⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Projet_Desertec

Sur la définition d'un nouveau modèle qui doit être plus durable, en agriculture notamment, et équitable pour la société, comment rester dans la mondialisation sans tourner le dos à la coopération internationale ?

Ali Abaad. De toute façon la Tunisie a toujours été un pays ouvert. Il a toujours été dans la mondialisation. En tant que chercheurs, nous disons que le modèle tunisien est à bout de souffle non seulement pour la question agricole mais dans tous les domaines. Nous avons le devoir de nous développer différemment, d'aller vers la science et la technologie, car c'en est fini de toutes les rentes obtenues au moment de l'indépendance, y compris celle d'exporter la main d'œuvre. Notre pays a donc besoin d'un développement et d'une coopération différents basés sur la science et la technologie au sens large.

J'ajouterais que la coopération décentralisée est un point très important parce que la régionalisation va être inscrite dans la Constitution. Autrement dit, ce que nous appelons les gouvernorats ou les régions seront démocratisés et porteurs de dynamiques de développement. Et les opportunités seront énormes pour une coopération décentralisée réelle entre les acteurs.

Mohamed Elloumi. Quand j'analyse le développement de l'agriculture tunisienne, nous avons réalisé quelques « performances » que

j'explique principalement par l'orientation vers le marché intérieur de la production agricole tunisienne et le développement d'une classe moyenne, qui a permis à une certaine production de trouver un marché rémunérateur (tomates, oranges...). Et il a été démontré qu'il était plus rentable, pour les agriculteurs tunisiens, de vendre sur le marché intérieur que d'exporter vers l'Union européenne avec ses fenêtres déconnectées de la réalité du calendrier agricole tunisien. Sans oublier que la Tunisie est un pays aussi exportateur pour certaines productions sur lesquelles il a un avantage comparatif historique : nous avons une oliveraie qui date de l'époque romaine, qui a été développée pendant la période coloniale, qui s'est ensuite encore développée.

Personnellement je pense qu'en n'obéissant pas complètement aux injonctions de la Banque mondiale et du FMI, même le régime de Ben Ali a un peu sauvé le secteur agricole. Finalement, notre politique agricole devrait être orientée vers un marché intérieur pas entièrement déconnecté du marché international, car nous avons besoin d'être insérés dans les échanges. Reste à trouver la bonne place du curseur entre une agriculture au service du développement, basé sur un contrat social à renégocier entre le consommateur et le producteur, et une certaine ouverture sur le marché international.